

UN PASSEPORT POUR QUITTER LA PAUVRETE

José Leclair, coopérante CUSO, responsable du jumelage
de la Fédération togolaise des clubs UNESCO

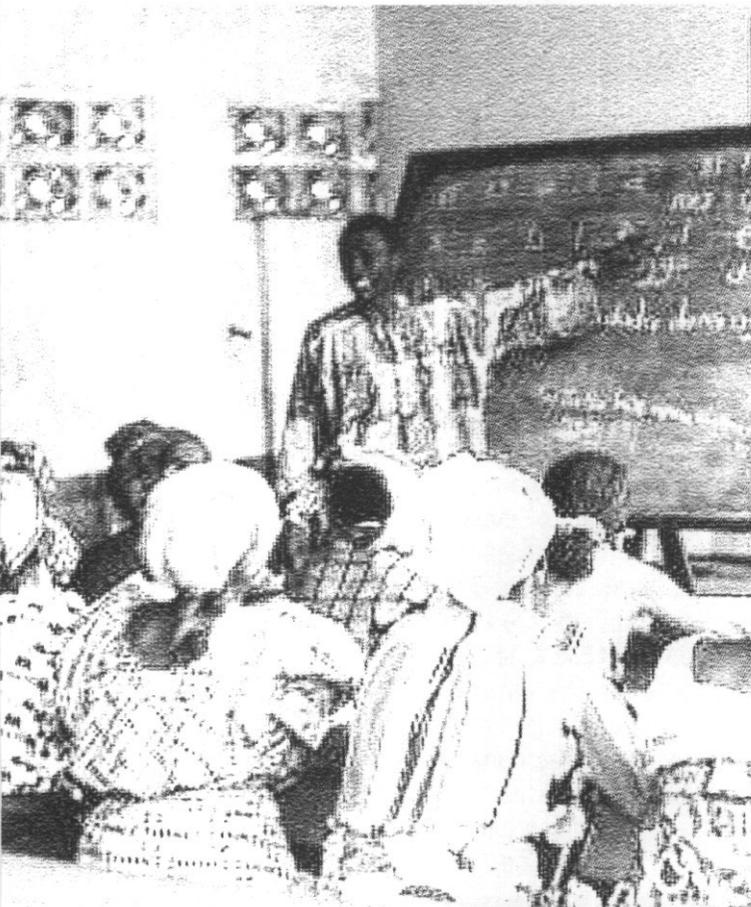
Pauvre, mais non sans ressources

Le Togo est un petit pays situé en Afrique de l'Ouest. Cette bande de terre longue de 1 000 km abrite en son sein 4 000 000 d'habitants. Le Togo fait partie des pays les moins avancés de la planète et connaît une grande pauvreté. L'endettement du pays (818 milliards \$ US en 1998) a contraint l'État à baisser les salaires, à privatiser ses entreprises publiques, à procéder à des licenciements massifs dans sa fonction publique et à ouvrir ses barrières douanières au marché international, ce qui, en raison de la concurrence, compromet dans bien des cas l'expansion du marché local. Près de 72 % de la population du Togo vit quotidiennement avec moins de 2 \$ en poche. Sur 100 enfants qui naissent chaque jour, 27 connaîtront une insuffisance pondérale, 12 souffriront de malnutrition et 17 décéderont avant l'âge de 15 ans.

Le Togo est un pays de jeunesse ! La moitié de la population est âgée de moins de 15 ans, et à peine 3 % des gens ont plus de 65 ans. Les femmes constituent plus de 50 % de la population. Celles en âge de procréer ont en moyenne 6,2 enfants chacune. Elles se marient pour la plupart avant l'âge de 20 ans et, dans 50 % des cas, elles vivront dans un mariage polygame.

Le Togo est un pays très accueillant qui regroupe une quarantaine d'ethnies, ayant chacune leur dialecte, leurs coutumes et leurs croyances. Ses habitants et habitantes ont une longue tradition d'hospitalité. Ils sont pleins de gentillesse et vous accueillent avec simplicité et chaleur.

Le Togo est ma terre d'accueil. J'y ai vécu comme coopérante volontaire pendant deux années : de septembre 1998 à août 2000. C'est l'agence CUSO¹ Québec qui m'a recrutée. Je travaillais à Lomé, la capitale, pour la Fédération togolaise des associations et clubs UNESCO (FTACU), organisme de développement œuvrant auprès des jeunes pour promouvoir leur éducation et leur scolarisation. La FTACU regroupe 105 associations et clubs répartis sur le ter-



Dans certaines régions du Togo, 75 % des femmes sont analphabètes. Savoir lire, écrire et compter leur assure de meilleures conditions de vie et surtout leur permet de contribuer au développement de la société. Ne dit-on pas, en Afrique, qu'éduquer une femme, c'est éduquer la nation entière ?

ritoire national. Le plus souvent créés dans des écoles secondaires, lycées et universités, les clubs consacrent leurs efforts à promouvoir la paix et la justice sociale par le théâtre, la danse, le chant, les arts. C'est dans ces clubs que les jeunes se constituent des tribunes pour discuter, notamment de leur avenir, de l'égalité des droits et des sexes, du sida, de l'environnement et de toutes les questions qui les préoccupent.

Combattre l'analphabétisme des femmes

La FTACU est jumelée avec le Syndicat de l'enseignement de Champlain, au Québec, depuis 1992. Après avoir organisé des camps-chantiers de reboisement pour des jeunes du Québec et du Togo, construit une école et mis sur pied une bibliothèque de 20 000 livres, les partenaires ont décidé de s'attaquer à ce fléau qu'est l'analphabétisme des femmes et des filles, qui peut atteindre un taux de 75 % dans certaines régions, comparativement à 46% chez les hommes.

L'analphabétisme *des* filles est la résultante d'une économie fragilisée et d'une culture qui a du mal à se renouveler. Au sein de la famille africaine en général et togolaise en particulier, la fille occupe le plus bas niveau de la hiérarchie. Elle est au service du père, qui détient l'autorité absolue, de ses frères et de sa mère, par qui elle est éduquée et à qui elle doit ressembler. Dès son plus jeune âge, on lui apprend à préparer les repas, à puiser l'eau, à balayer la cour, à faire la lessive et à servir ses aînés. De ce fait, la fille est rapidement accablée par le fardeau des tâches domestiques. Elle peut difficilement dégager temps et énergie pour se concentrer sur ses travaux d'écolière. D'où l'échec scolaire précoce de la fille au Togo. De plus, elle n'a pas autant de valeur que le garçon pour la famille. Comme elle se mariera le plus souvent avant l'âge de 20 ans et quittera sa famille au profit de celle de son mari, il n'est pas avantageux pour le père de la faire éduquer, car, de toute façon, c'est quelqu'un d'autre qui en profitera.

D'autre part, le système d'éducation est fragilisé par le niveau d'endettement du Togo. L'État n'a pas les moyens d'investir dans ce domaine. Au moment de mon départ, en août 2000, les professeurs togolais avaient six mois d'arrérages sur leur salaire. Enfin, en raison de l'accroissement de la population, les écoles sont bondées et connaissent

des difficultés d'accueil ; il est fréquent qu'une classe de primaire compte 100 élèves. Cette situation entraîne des problèmes d'enseignement et d'évaluation ainsi que des taux de redoublement élevés qui découragent les élèves en difficulté, malheureusement souvent des filles, à poursuivre leurs études.

Un projet ambitieux

La FTACU et le Syndicat ont mis sur pied un projet financé par l'ACDI² et supervisé au Québec par le Centre international de solidarité ouvrière. Ce projet visait à alphabétiser, sur une période de 2 1/2 ans, un minimum de 3 150 jeunes filles et femmes regroupées autour d'activités telles que la fabrication de savons, le tissage, l'élevage, la couture, la coiffure et le maraîchage. En plus d'apprendre à lire, à écrire et à compter, ces femmes allaient pouvoir se préparer à mieux intervenir dans les activités de gestion et de développement de leur société, car elles avaient déjà l'habitude de mettre leurs efforts en commun pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. En effet, qu'elles soient agricultrices, vendeuses au marché, couturières ou coiffeuses, les femmes d'un même village ou d'un même quartier ont toujours le réflexe de mettre une partie de leur revenu dans une caisse commune appelée la « tontine ». Ces fonds de solidarité sont le plus souvent destinés à acheter des médicaments pour la famille, à payer le médecin, à augmenter le capital de la production et, s'il en reste, à couvrir le coût des fêtes traditionnelles !

La FTACU s'est engagée à mettre en chantier 156 classes d'alphabétisation dans les 5 régions du pays, soit une cinquantaine de classes à chacun des 3 cycles de développement. Pour ce faire, elle comptait s'appuyer sur l'expertise de ses clubs et de ses conseils régionaux, qui auraient la responsabilité de coordonner les classes dans chaque région.

Pour obtenir une bonne gestion de ce vaste projet, les partenaires ont voulu embaucher un coordonnateur national. C'est avec lui et avec le secrétaire administratif que nous allions former l'équipe-projet chargée de la bonne marche des activités. De plus, afin de déterminer les orientations du programme d'alphabétisation, la FTACU a mis sur pied un comité d'appui et de suivi nommé CASA (maison), formé d'experts en éducation, pour la plupart des professeurs engagés dans le mouvement de l'UNESCO. ^ ^ ^

En alliance avec la Direction nationale de l'alphabétisation³ et en fonction des besoins, la FTACU a choisi un programme d'alphabétisation fonctionnelle donné en cinq langues : le français (la langue des affaires de la capitale), l'éwé (la langue la plus parlée dans le sud du pays), le kabyiè (la langue la plus courante au nord), le tem et le benn et comportant quatre modules :

- La lecture et l'écriture ;
- Les quatre opérations de base en mathématiques ;
- L'hygiène et la santé ;
- L'éducation civique.

Les cours seraient offerts à raison de deux séances par semaine d'une durée de trois heures chacune. Au terme de six mois de formation, les auditrices du premier cycle subiraient un examen de la Direction nationale de l'alphabétisation et recevraient un diplôme d'une valeur inestimable pour les femmes de ce pays.

Comme la Direction de l'alphabétisation et les organismes du Togo qui œuvrent en alphabétisation n'avaient jamais donné de cours d'hygiène et d'éducation civique, l'équipe-projet a conçu deux manuels didactiques à l'intention des auditrices.

Les alphabétiseurs (53 % de femmes) ont été choisis par les conseils et les groupements pour leur intégrité, leurs connaissances et leur savoir-faire. La formation qu'ils et elles ont reçue a été donnée en plusieurs langues et a duré 18 jours. Elle a porté sur la pédagogie des adultes, la méthode d'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul et la méthode d'enseignement des notions d'éducation civique et d'hygiène.

Venus de partout, ces hommes et ces femmes se sont lancés ensemble dans cette aventure du savoir. Au terme de la formation, ils et elles ont reçu le titre officiel *& alphabétiseurs diplômés* de la Direction nationale de l'alphabétisation du Togo.

Ils et elles se sont engagés à donner deux séances de trois heures par semaine sans toucher de salaire, seulement un montant symbolique d'environ 25 \$ par mois, en plus d'un 25 \$ supplémentaire à la fin du programme. C'est ainsi que, avec à peine 80 000 \$ CA, la FTACU réussira à alphabétiser environ 3 150 jeunes filles et femmes au Togo. Cela représente un coût de formation de 25 \$ par auditrice !

En décembre 1999, une campagne de recrutement est lancée dans les régions. Les présidents des conseils régionaux de la FTACU mettent en œuvre leur créativité pour la réussite de cette opération. Des annonces sont diffusées dans les journaux et à la radio, au terme de soirées d'information sur la place publique, lors de rencontres avec les patronnes des salons de coiffure et des ateliers de couture, de débats avec les syndicats, etc. En tout, 1 521 femmes et filles se montrent intéressées à s'engager dans un processus d'alphabétisation.

Il faut ensuite, depuis Lomé, doter toutes les classes du pays de livrets d'alphabétisation, de cahiers, de règles et d'accessoires divers comme des tableaux et des lampes à pétrole là où il n'y a pas d'électricité. Les conseils régionaux trouvent souvent les salles dans les écoles primaires ou secondaires ou dans les centres communautaires. Les auditrices auront à déboursier la moitié du coût des manuels d'apprentissage, en plus d'apporter ardoise et craies en classe. Toutes se donnent la main pour faire plus avec peu de moyens.

Au mois de mars 2000, 52 classes sont prêtes à accueillir les auditrices. Dans toutes les régions, les préfets sont invités, et le folklore est mis à contribution pour donner un air de cérémonie au coup d'envoi du projet !

Lire et écrire au quotidien

Après les cinq premiers mois de formation, j'ai visité les classes du premier cycle (24 classes d'alphabétisation en français, 14 en éwé, 9 en kabyiè, 2 en tem et 3 en ben). La plupart des auditrices étaient sur la bonne voie pour réussir l'examen final, épreuve préparée et soumise par la DAEA et consistant en des exercices de lecture, d'écriture et de calcul.

Toutefois, les femmes alphabétisées en français, souvent issues des groupements de la capitale puisque la ville a adopté la langue de son colonisateur pour les affaires, avaient pour la plupart des difficultés avec l'écriture. De ce fait, certaines avaient besoin de poursuivre le programme au deuxième cycle. Et beaucoup de femmes alphabétisées dans leur langue maternelle ont manifesté le désir de continuer le programme en français, pour mettre toutes les chances de leur côté.

Des 1 521 auditrices inscrites, 1 115 fréquentaient toujours assidûment les cours lors de ma vi-

site, ce qui représente un taux de participation de 73 %. Mais elles étaient souvent en retard à cause du marché, du travail au champ ou à l'atelier de couture. Elles s'absentaient parfois pour soigner leurs enfants malades, pour assister à des funérailles ou parce que les maris leur interdisaient d'aller en classe. Certaines ne voyaient pas bien : elles auraient eu besoin de verres correcteurs, mais ne pouvaient pas se les payer. D'autres auraient voulu que les cours se donnent dans la brousse, mais les alphabétiseurs n'ont pas de moyens de transport. Plus les femmes sont âgées, plus elles sont motivées. Elles ont davantage souffert de leur analphabétisme. Et souvent, leur but est d'apprendre à lire l'Évangile !

Le défi réside néanmoins dans l'application, au quotidien, des notions de lecture et d'écriture que ces femmes ont patiemment apprises. Il s'est avéré que, en raison du manque de stimuli, elles ont tendance à oublier rapidement ce qu'elles ont acquis si difficilement. La post-alphabétisation sera certainement le prochain projet de la FTACU.

Une leçon d'humanité

À titre de coopérante, j'ai fait pleinement partie de l'équipe-projet. Ensemble, mes collègues et moi avons élaboré des outils et des stratégies pour faire avancer les activités. En Afrique, nous sommes constamment aux prises avec les distances à parcourir, la rareté du matériel qui pourrait faciliter le travail. Même les communications sont ardues, car le téléphone n'est pas répandu dans toutes les régions et demeure un produit de luxe... Imaginez alors Internet et ses avantages !

Malgré cet environnement modeste, j'ai été édifée en voyant la volonté de ces femmes et de ces filles qui cherchent à améliorer leurs conditions et celles de leur famille. Certaines femmes ont tellement de plaisir à se retrouver deux fois par semaine qu'elles ont manifesté le désir de se regrouper en coopératives !

Et que dire des alphabétiseurs... mal payés ? Ils et elles doivent arriver au cours avant l'heure pour aider celles qui se sont absentes à se rattraper. Dans la semaine, on les sollicite pour des exercices, des travaux, des conseils. Pourtant, ils et elles sont d'une assiduité impressionnante. Toujours prêts à aller plus loin avec chacune.

Je salue le travail acharné de la FTACU, des membres du Bureau National ainsi que des permanentes et permanents de l'équipe-projet, qui ont à cœur d'enrayer ce fléau qu'est l'analphabétisme dans leur pays. J'aimerais aussi rendre hommage aux membres des conseils régionaux, qui travaillent sans relâche sur le terrain. C'est grâce à leurs efforts que les classes fonctionnent si bien. J'ai rencontré des présidents de conseil devant quitter leur famille chaque nuit pour suivre les classes et s'assurer que tout se déroulait bien. Certains devaient parcourir des kilomètres en moto sur des routes dangereuses, sans un dédommagement qui vaille la peine. Pourquoi acceptent-ils de donner autant ? En raison peut-être de l'espoir que ce projet suscite chez ces gens, professeurs pour la plupart mal payés, mal outillés mais qui, animés d'une vraie conscience, se disent qu'ils ont encore à agir pour leur pays. Ils le font pour leurs enfants, leurs petits-enfants.

Toutes ces actions ainsi que cette solidarité, cet engagement inconditionnel qui persistent dans un environnement dénudé et d'extrême pauvreté m'ont touchée profondément et ont changé ma façon de voir la vie.

Un peuple à alphabétiser, certes, mais qui aurait aussi bien des choses à nous apprendre si nous acceptions de l'écouter !

1. CUSO est un organisme canadien de coopération internationale qui existe depuis 1961. Il travaille avec des organismes locaux de développement qui luttent pour la liberté, l'égalité et la réduction de la pauvreté. Par l'échange de compétences humaines et professionnelles, CUSO intervient avec ses partenaires des pays en développement dans les domaines suivants : l'amélioration des conditions de vie, l'environnement et les droits, en particulier ceux des jeunes et des femmes.
2. L'Agence canadienne de développement international investit environ 0,24 % du PNB des Canadiens et Canadiennes dans l'aide publique au développement. En Afrique subsaharienne, l'ACDI a aidé en 1998-1999 plus de 20 pays, dont 10 qui se sont partagé la moitié des fonds. Malheureusement, le Togo, en raison de sa situation politique, dit-on, ne fait pas partie des 20 pays les plus aidés par le Canada.
3. La Direction de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes (DAEA) du Togo relève du ministère des Affaires sociales. Sa présence sur le territoire a été très active et a contribué à faire baisser le taux d'analphabètes de 89 % qu'il était en 1970 à 56,5 % en 1990. Toutefois, la situation politique du pays, marquée par les grèves de 1993 et la dévaluation du franc CFA en 1994, a ralenti son action au profit des organismes non gouvernementaux, qui ont continué la lutte contre ce fléau. Aujourd'hui, la DAEA ne reçoit aucune subvention extérieure. Pour mettre son programme d'alphabétisation en œuvre, elle doit travailler de concert avec la dizaine d'organismes qui œuvrent dans ce domaine sur le territoire.

